

La sécurité alimentaire en France : une affaire d'État

Après un été emblématique des bouleversements climatiques en cours et dans un contexte énergétique, géopolitique et économique très incertain, l'association Les Greniers d'Abondance publie « Qui veille au grain ? Sécurité alimentaire : une affaire d'État » aux éditions Yves Michel, disponible en librairie le 11 octobre ([commander l'ouvrage](#)). Après avoir exploré les menaces pesant sur le système alimentaire français et les solutions à l'échelle des territoires dans un premier ouvrage, elle propose aujourd'hui une stratégie politique pour garantir notre sécurité alimentaire dans un monde sous tension. L'intervention de l'État est en effet nécessaire pour lever les obstacles structurels qui dépassent l'échelon territorial. Le précédent rapport publié il y a deux ans, en téléchargement libre et disponible en librairie, a été distribué près de 30 000 fois*. L'aggravation de nombreuses menaces pesant sur notre système alimentaire a depuis conforté les analyses et propositions portées par l'association et rend d'autant plus urgent la réappropriation politique de ce sujet.

Ce travail présente une synthèse inédite des nombreux enjeux auxquels se trouve confronté le **système alimentaire français** — c'est-à-dire l'ensemble des activités qui permettent de produire, transformer, transporter et consommer notre nourriture. L'ouvrage a trois objectifs : i/comprendre les défaillances et les vulnérabilités générées par l'organisation actuelle du système alimentaire, ii/donner un cap à sa réorientation, et iii/ proposer une stratégie politique nationale pour déverrouiller certains obstacles systémiques. Ce faisant, l'association décrypte cinq idées reçues.

IDÉE REÇUE N°1 : AU PAYS DE LA GASTRONOMIE, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EST ACQUISE **PARTIELLEMENT VRAI**

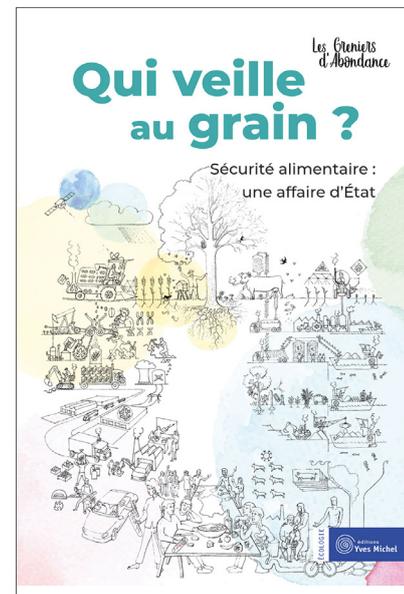
Les gains de productivité ont indéniablement contribué à rendre une nourriture suffisante et diversifiée accessible au plus grand nombre. Mais les hauts rendements de l'agriculture conventionnelle se payent **au prix d'une dégradation rapide des écosystèmes et d'une dépendance totale aux hydrocarbures (pétrole, gaz pour produire les engrais) et ressources minières (phosphate)** entièrement importés. Par ailleurs, même dans l'état de « profusion » actuel, la vocation nourricière du système alimentaire n'est pas assurée : la malnutrition constitue en France le premier facteur de risque de mauvaise santé, et plus d'un Français sur dix a régulièrement recours à l'aide alimentaire.

IDÉE REÇUE N°2 : LE SYSTÈME A PROUVÉ SA RÉSILIENCE PENDANT LA CRISE SANITAIRE **PLUTÔT FAUX**

Aucune pénurie alimentaire significative n'a été déplorée en France. Cependant, la crise s'est traduite par une **augmentation de l'insécurité alimentaire pour une large partie de la population**. De plus, la capacité de notre système alimentaire à répondre à la pandémie de Covid-19 ne présage en rien de sa résilience face à d'autres perturbations, de nature et d'ampleur autres. **Le modèle actuel est particulièrement vulnérable face aux bouleversements climatiques, énergétiques et économiques en cours**. L'aggravation simultanée de ces menaces représente un risque de déstabilisation majeur et inédit. Sans changement de cap, la situation alimentaire va se dégrader davantage à court terme.

IDÉE REÇUE N°3 : « NUMÉRIQUE, ROBOTIQUE, GÉNÉTIQUE » SONT LES INGRÉDIENTS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DE DEMAIN **FAUX**

Si l'adoption de nouvelles technologies peut laisser espérer de nouveaux gains de productivité et de compétitivité, elle n'offre pas de réponse aux défis contemporains de notre agriculture. *Que produire et où pour résister au changement climatique et aux tensions d'approvisionnement énergétique et minier ? Comment assurer des prix rémunérateurs et renouveler l'attractivité du métier d'agriculteur ? Souhaiter-on assurer un accès universel à une alimentation saine et suffisante ?...* **Avant d'être technologique, la solution est politique**. Réduire la consommation d'aliments d'origine animale, généraliser l'agroécologie et relocaliser les activités nourricières : le rapport présente les axes de la transition vers plus de résilience et de durabilité.



COMMANDER L'OUVRAGE



En savoir plus dans le chapitre 1 «Un système défaillant»



En savoir plus dans le chapitre 2 «Un système vulnérable»



En savoir plus dans le chapitre 3 «Les piliers d'un système alimentaire résilient et durable»



IDÉE REÇUE N°4 : IL SUFFIT QU'AGRICULTEURS ET CONSOMMATEURS CHANGENT LEURS PRATIQUES **FAUX**

Les pratiques doivent évoluer, mais attribuer la responsabilité du changement aux individus, c'est mal comprendre le problème. Agriculteurs comme citoyens ont des marges de manœuvre limitées. Les exploitations agricoles sont fortement endettées et soumises à une concurrence internationale débridée. Les consommateurs voient leurs contraintes budgétaires s'accroître et l'offre alimentaire reste en premier lieu façonnée par les intérêts des grands groupes industriels et commerciaux. Le rapport analyse les principaux obstacles à l'émergence d'un modèle alternatif : **divers verrous — économique, réglementaire, technique, sociologique — s'opposent aujourd'hui à un changement de cap**. Lever ces obstacles nécessite de considérer l'alimentation comme un enjeu politique de premier ordre et **d'apporter des réponses systémiques aux problèmes soulevés**.

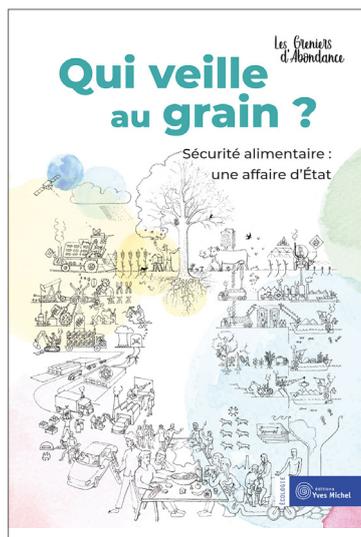
En savoir plus dans le chapitre 4 «Les obstacles à surmonter»



IDÉE REÇUE N°5 : LE SYSTÈME ÉTANT VERROUILLÉ, ON NE PEUT RIEN FAIRE **FAUX, NOUS POUVONS AGIR**

Le rapport met en avant des **mesures structurantes ambitieuses, qui s'inspirent de modèles ayant fait leurs preuves**. La création d'une **sécurité sociale de l'alimentation** et d'**offices fonciers** sont des leviers de transformation majeurs et à portée de main. Ils garantiront un accès universel à une alimentation saine et de qualité, offriront des débouchés rémunérateurs aux produits de l'agroécologie et rendront possible l'installation d'une nouvelle génération d'agriculteurs. La mise à l'agenda de ces propositions en France permettra de construire une dynamique politique et sociale forte, à même de peser dans **la redéfinition des politiques agricoles et commerciales européennes**.

En savoir plus dans le chapitre 5 «Les leviers pour transformer le système alimentaire»



"QUI VEILLE AU GRAIN ? SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, UNE AFFAIRE D'ÉTAT"

Créée en 2018, l'association Les Greniers d'Abondance œuvre à la transformation du système alimentaire grâce à la sensibilisation et la formation, des programmes de recherche-action avec les territoires (Grand Angoulême, métropole du Grand Lyon, commune de Dieulefit) et la production d'outils communs en accès libre comme le calculateur pour la résilience alimentaire des territoires [CRATer](#).

En savoir plus : www.resiliencealimentaire.org

CONTACTS PRESSE

presse@resiliencealimentaire.org

Félix LALLEMAND 06 40 12 51 10 | Anne-Cécile BRIT 06 33 53 74 55

**COMMANDER
L'OUVRAGE**



* *Vers la résilience alimentaire, Yves Michel 2020*

[Version en ligne](#)